

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service Protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 10 AVRIL 2013

AFFAIRE SUIVIE PAR : Catherine REVOL
☎ : 04.56.59.49.76
✉ : 04.56.59.49.96
✉ : catherine.revol@isere.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL

COMPLEMENTAIRE N° 2013 100-0028

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, son livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et notamment ses articles L 513-1 ; R 512-31 et R 512-33 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU les décrets n°2010-369 du 13 avril 2010 et n°2012-1304 du 26 novembre 2012, modifiant la nomenclature des installations classées, et notamment supprimant les rubriques n° 286 et 167-a et créant les rubriques n°2712, 2713, 2718 et 2791 ;

VU le décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et notamment modifiant la rubrique n°1434 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) sur la commune de Salaise sur Sanne notamment les arrêtés préfectoraux d'autorisation n°2003-08932 du 13 août 2003 et n°2004-09958 du 27 juillet 2004 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2007-05820 du 29 juin 2007 et n°2009-07950 du 22 septembre 2009 ;

VU le rapport du 8 février 2013 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, unité territoriale de l'Isère ;

VU la lettre du 11 février 2013, invitant l'exploitant à se faire entendre par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 21 février 2013 ;

VU la lettre du 28 février 2013 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 14 mars 2013 ;

VU la réponse de la DREAL en date du 25 mars 2013 ;

CONSIDERANT que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) n'est plus soumise à la rubrique n°2920 suite à la parution du décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010 ;

CONSIDERANT que les activités soumises aux rubriques n°2445-1 (transformation du papier, carton,...) et n°2661-2-b (broyage des plastiques) demandées dans le dossier initial n'ont pas été mises en service ;

CONSIDERANT que les décrets sus-visés ont modifié la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT qu'il convient de prescrire à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) :

-une mesure mensuelle pendant un an de la teneur en dioxines et furanes des émissions atmosphériques à la sortie du broyeur (réalisée par un organisme agréé),

-une étude technico-économique sur la mise en place d'un prélèvement en continu et la mesure en semi continu des dioxines et des furanes à la sortie du broyeur,

-une nouvelle campagne de mesures et d'évaluation des émissions atmosphériques diffuses générées par le site après remise d'un cahier des charges (paramètres, conditions de mesure, etc...) adapté soumis à l'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre.

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour le tableau de classement des installations classées que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) exploite sur son site de Salaise sur Sanne et de lui imposer des prescriptions complémentaires, en application de l'article R.513-2 du code de l'environnement et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Salaise sur Sanne sous réserve des dispositions du présent arrêté complémentaire. Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées à l'article 1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-8932 du 13 août 2003 est modifiée comme suit :

Nature des activités	N° nomenclature	Classement
Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ² . Surface maximale utilisée : 50 000 m ²	2712 – 1a (*)	A
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2771 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ² . Surface maximale utilisée : 50 000 m ²	2713 - 1(*)	A
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j - 2 700 t/J de métaux, déchets de métaux, VHU dépollués broyés en moyenne - 3 900 t/j de métaux, déchets de métaux, VHU dépollués broyés en pointe - 300 t/j de Résidus de Broyage affinés en moyenne - 540 t/j de Résidus de Broyage affinés en pointe - 1 000 t/j de métaux pressés-cisaillés en moyenne - 1 500 t/j de métaux pressés-cisaillés en pointe	2791- 1	A
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719. 60 tonnes de batteries 25,6 tonnes d'électrolytes (H ₂ SO ₄)	2718	A
Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW. Puissance totale installée : 7 500 kW (broyeur : 6 700 kW / cisaille : 800 kW)	2560 - 1	A
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, installation de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h mais inférieur à 20 m ³ /h. Débit équivalent : 10 m ³ /h	1434 - 1b	DC
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . 190 m ³ de DEEE non dépollués 800 m ³ de DEEE dépollués	2711	DC
Emploi et dépôt d'oxygène Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 1,21 tonne	1220	NC
Stockage de gaz inflammables liquéfiés Dépôt de propane liquéfié de 678 kg	1412	NC

Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 et représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ 2 cuves enterrées de 50 m ³ de gazole et fioul - Ceq < 10 m ³	1432 - 2	NC
---	----------	----

(*) surface maximale utilisée pour les rubriques 2712-1-a et 2713-1 : 60000 m²

ARTICLE 3

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 2003-08932 du 13 août 2003, n° 2007-05820 du 29 juin 2007 et n° 2009-07950 du 22 septembre 2009 sont complétées par les dispositions suivantes :

- l'exploitant réalise une mesure mensuelle pendant un an de la teneur en dioxines et furanes des émissions atmosphériques à la sortie du broyeur par un organisme agréé à cet effet.
- l'exploitant présente dans un délai d'un an une étude technico-économique sur la faisabilité d'un prélèvement en continu et la mesure en semi continu des dioxines et des furanes à la sortie du broyeur,
- l'exploitant présente à l'inspection sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, une proposition de cahier des charges relatif à une campagne de mesures et à une évaluation quantifiée des émissions atmosphériques diffuses sur son site.

Ce cahier des charges (paramètres, conditions de mesure, etc.) devra être soumis à l'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre.

- l'exploitant procède, sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté à une campagne de mesures et à une évaluation quantifiée des émissions atmosphériques diffuses sur son site.

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

ARTICLE 5

L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R 512-69 du code de l'environnement.

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 7

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R 512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 8

Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de Salaise sur Sanne et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 10

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 11

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de Vienne, le maire de Salaise sur Sanne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le

concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE).

Fait à Grenoble, le 10 AVR. 2013
Le Préfet

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PÉRISSAT